

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAGARDE ET LARONZE

Charpenet
24120 Terrasson-Lavilledieu

Références : DiPa/UbD 24-47/058/2026
Code AIOT : 0005209533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement LAGARDE ET LARONZE implanté CHARPENET 24120 Terrasson-Lavilledieu. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des riverains du site se plaignent régulièrement de nuisances de bruit, de l'activité et de nuisance lumineuse émanant des activités de la société "Lagarde et Laronze".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAGARDE ET LARONZE

- CHARPENET 24120 Terrasson-Lavilledieu
- Code AIOT : 0005209533
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAGARDE ET LARONZE trouve ses origines dans les années 1974. Son activité principale est liée aux travaux publics et au goudronnage.

En 2010, la société dépose une demande d'autorisation temporaire pour l'exploitation de la centrale mobile d'enrobage au bitume a chaud de matériaux routiers pour laquelle elle obtient un arrêté préfectoral d'autorisation temporaire daté du 28 avril 2010. Cette installation a été complètement retirée du site.

Le site est soumis a déclaration sur plusieurs installations : cuve de bitume, cuve de gasoil, centrale d'enrobé a froid, stockage matériel, concassage...

Sur une superficie totale d'environ 25 120 m², le site comprend :

- Des bâtiments avec un garage, un local TGBT, un local de stockage du parc matériel, une chaudière, des bureaux et locaux sociaux.
- Des zones de stockage extérieur (cailloux, pavés, bordures).
- Des voiries qui comprennent les voies d'accès au site, des zones de chargement et déchargement des marchandises, deux parkings VL d'environ 15 places chacun.
- Des espaces verts, avec la présence notamment d'un bassin de confinement des eaux incendie et bassin d'orage (100 m²).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	Installations électriques - Eclairage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande d'action corrective	15 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejet eaux	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pluviales	05/12/2016, article 5.9	l'exploitant	
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Contrôle périodique - station de distribution de carburant	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un délai de 3 mois après avoir reçu ce rapport, de nombreux documents sont attendus, notamment concernant les contrôles de bruits, l'éclairage du site et le rejet d'eaux pluviales. Une fois que le plan des installations a été établi, il est essentiel que l'exploitant se positionne par rapport aux rubriques ICPE, notamment la 2517 - Station de transit de matériaux ou de déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Les plans des installations
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.
Constats : Il n'y a pas eu de présentation de plan du site par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un plan des installations comportant l'ensemble des informations mentionnées dans l'arrêté du 05/12/2016 sera transmis à l'inspection 3 mois à compter de la réception du rapport. Le plan devra être cohérent avec la réalité du terrain.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.6

Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Constats :

L'exploitant indique que des réorganisations ont eu lieu au sein du groupe "Lagarde et Laronze".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un K-bis datant de moins de 3 mois afin de mettre à jour les données de l'entreprise.

Dans le cas où un changement d'exploitant a eu lieu (nouvelle société avec SIREN différent par exemple), il en informe l'inspection sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Installations électriques - Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle periodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Le dernier rapport de contrôle électrique n'a pas été présenté, au moment de l'inspection.

Éclairage des installations : suite à diverses plaintes de voisinage, il est rappelé que l'excès d'éclairage, notamment dans les agglomérations, a des conséquences sur les écosystèmes (perturbation des espèces) et sur la santé humaine (sommeil des riverains).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que les installations doivent être réalisées selon les règles de l'art. Elles doivent être maintenues en bon état. Elles doivent être périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent.

Les travaux réalisés ou programmés afin de lever les non-conformités doivent être mentionnés en marge du rapport ou dans un registre.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant justifie de la réalisation du contrôle des installations électriques et de la mise en œuvre des actions correctives sous 15 jours.

Éclairage des installations :

Afin de prévenir, réduire et limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie, les dispositions, prévues aux articles L. 583-1 et L. 583-7 s'applique à l'installation.

Une note sur la conformité de l'éclairage sera transmise à l'inspection des installations 3 mois à compter de la réception du rapport.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 15 jours**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie**Prescription contrôlée :**

Chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/ h sous une pression minimum de un bar durant deux heures.

Constats :

Un poteau d'incendie est situé à moins de 200 mètres des installations. L'exploitant a indiqué que le bon fonctionnement et une mesure de débit doivent être réalisés par la régie eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie du bon fonctionnement et du bon débit du poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois**N° 5 : Réseau de collecte et eaux pluviales**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
Constats : Il est nécessaire d'indiquer dans le plan d'exploitation (cf. constat n°1) l'ensemble des ouvrages des réseaux de collecte des eaux de process et pluviales (grilles, avaloir, débourbeur / décanteur, déshuileur...). Il convient de consigner dans un registre les entretiens effectués sur ces ouvrages. Le système d'assainissement autonome sera contrôlé par le SPANC du secteur pour s'assurer qu'il est conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Trois mois à compter de la réception du rapport, l'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de conformité de l'assainissement du SPANC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de l'AM du 05/12/2016 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement
Constats : Il n'y a pas eu de présentation des derniers contrôles sur les rejets dans le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les derniers résultats des analyses de la qualité des rejets d'eaux. En cas de dépassement de VLE, l'exploitant cherche l'origine de cette teneur et établit une procédure. Ces éléments seront transmis dans les 3 mois à compter de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores
Prescription contrôlée : Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Les dernières mesures de bruit ont plus de 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué cette année pendant la prochaine campagne de concassage. Les résultats et l'interprétation de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations dans le mois suivant leur réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Contrôle périodique - station de distribution de carburant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'exploitant ne disposait pas du dernier rapport de contrôle périodique de la station de distribution de carburant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le contrôle périodique concernant la station de distribution de carburant (rubrique 1435 DC) sera transmis à l'inspection 3 mois à compter de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois